

COMMUNIQUÉ | 25 MAI 2023

ELECTIONS RD CONGO 2023 : l'UE doit tout mettre en œuvre pour garantir les libertés fondamentales à la veille des élections générales

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) et ses membres condamnent les méthodes brutales employées par la Police nationale congolaise (PNC) pour disperser la manifestation du 20 mai 2023 à Kinshasa. L'Union européenne (UE) et ses États membres doivent tout mettre en œuvre pour garantir le respect des libertés fondamentales des Congolais-e-s sur l'ensemble du territoire, et contribuer à l'établissement d'un climat propice à la tenue d'élections libres, transparentes, crédibles et apaisées en 2023.

Ce samedi 20 mai 2023 à Kinshasa, la marche pacifique contre la hausse du coût de la vie, l'insécurité grandissante et les irrégularités du processus électoral, a été violemment réprimée et dispersée par la PNC pour non-respect de l'itinéraire imposé par les autorités provinciales. EurAc déplore les tirs de gaz lacrymogènes, les arrestations arbitraires et la brutalité des forces de sécurité à l'égard des manifestants. Des images inquiétantes des violences policières et d'usage disproportionné de la force ont envahi les réseaux sociaux, notamment celle d'un enfant battu par les forces de l'ordre. Le bilan de la répression reste encore provisoire.

Faisant suite à la marche et aux dérives de la PNC, la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), qui avait déployé des moniteurs sur l'itinéraire de la manifestation dans le cadre de son mandat d'observateur électoral, a quant à elle dénoncé le fait que le Gouvernement de la ville de Kinshasa ait « changé verbalement l'itinéraire prévu par l'opposition politique à peine 24 heures avant. Ce qui frise une provocation dans la mesure où ce changement était de nature à perturber la planification des organisateurs ».

De même, la Lucha « condamne avec la dernière énergie la répression de la manifestation de ce 20 mai 2023 à Kinshasa ». Elle appelle les autorités congolaises à « libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes arrêtées lors de la manifestation pacifique du 20 mai 2023 et veiller à ce que tous les responsables publics auteurs et/ou commanditaires d'actes répréhensibles de répression soient mis à la disposition de la justice ».

Ces agissements s'inscrivent dans un contexte pré-électoral tendu, en raison des contestations générées par les manquements du processus électoral, de difficultés liées au processus d'enregistrement des électeur-ric-e-s, de l'inaccessibilité de certaines circonscriptions, et de cas de monnayage et de corruption qui sont reportés, auxquelles s'ajoutent les violences à l'est du pays. A quelques mois des élections, la répression de la manifestation de l'opposition ce week-end à Kinshasa laisse présager que les conditions préalables au déroulement d'élections libres, transparentes, crédibles et apaisées ne sont pas réunies.

Dans ce contexte, EurAc et ses membres saluent la prise de [position de l'UE](#) et invitent l'UE à rester vigilante sur la suite du processus électoral. L'engagement de l'UE en faveur des droits humains ne peut faiblir et **il est crucial que l'UE dénonce publiquement et fermement toute répression et violation des libertés publiques et des droits humains fondamentaux** tels que notamment :

- La liberté pour tous les Congolais·e·s de manifester pacifiquement sans peur d'être tué·e·s, blessé·e·s ou arrêté·e·s sur l'ensemble du territoire ;
- La liberté de la presse et d'expression ;
- L'inclusivité des candidat·e·s.

Il est important que l'UE et ses États membres encouragent les institutions politiques congolaises à respecter leur obligation d'organiser des élections libres, transparentes, crédibles et apaisées. EurAc rappelle la nécessité de **la mise en place d'un cadre de concertation permanent et décentralisé avec la société civile congolaise et les partis politiques**, à toutes les étapes du processus électoral en vue de travailler au rétablissement de la confiance dans ce processus.

Plus d'informations

- ▶ Rapport : [Elections de 2023 en République démocratique du Congo : rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie](#)

À propos d'EurAc

Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc), créé en 2003, a pour objectif d'aider la région des Grands Lacs à construire un avenir meilleur. EurAc mène un travail de plaidoyer en faveur d'un engagement fort, cohérent et durable de la part de l'Union européenne et de ses États membres, intégré à une approche régionale. EurAc rassemble 34 organisations européennes de la société civile qui travaillent dans et sur la région et qui soutiennent la société civile locale au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda dans la promotion de la paix et du développement, et dans la défense des droits humains.